

Grands Débats dans un Petit Monde. Les débats en relations internationales et leur lien avec le monde de la sécurité. Partie 1

Didier Bigo

Épistémologie : débat d'idées et monde social

Les débats concernant les relations internationales après la transformation des années 1989/1990 sont toujours lus comme de purs débats intellectuels [1]. On analyse les discours concurrents qui ont émergé pour l'occasion (thèses de la fin de l'Histoire, moment unipolaire, prédation américaine, nouveau désordre international, clash de civilisation) en fonction de leur cohérence interne et en fonction de leur pertinence à rendre compte de la réalité supposée. On suppose donc que ces discours proviennent d'acteurs du champ académique et ont pour objet une meilleure connaissance du monde social.

L'approche épistémologique se résume alors à confronter les mérites comparés des approches globalistes et institutionnalistes, réalistes et neo-réalistes, dépendantistes, et culturalistes. On cherche à les "tester", à les nuancer, à les diversifier, à les combiner... bref on analyse les discours comme des objets propres, indépendants des conditions institutionnelles de leur énonciation. On ne renvoie pas les prises de positions aux logiques de positionnement et aux trajectoires de leurs promoteurs. Ceci conduit à croire que l'efficacité symbolique des thèses en présence tient à leur plus ou moins grande adéquation avec la description et l'explication des faits, que leur renommée est donc signe de qualités intrinsèques à la valeur des énoncés, et qu'une critique de ces énoncés passe par une analyse de leur contenu.

Il est certain qu'une telle critique est fondamentale et fait pleinement sens lorsqu'il s'agit de discuter de nouveaux paradigmes et de théories. Encore faut-il dans le domaine des sciences sociales pouvoir distinguer entre nouveau paradigme et réactions d'angoisse face à une perte de repères routiniers qui encadraient une vision du monde. *Il n'est pas certain que les essais de « stabilisation du sens » des relations internationales auxquelles nous assistons soient de nouveaux paradigmes quand bien même ils le prétendent.* Ils ne font le plus souvent que retracer des états émotionnels des analystes, des sentiments divers à l'égard des transformations sociales certes, mais

surtout à l'égard de leurs certitudes concernant leurs instruments d'analyse de cette réalité sociale et internationale.

J'essaierai dans cette présentation de montrer que cette vision des choses est caractéristique de l'effet d'illusion théorique partagée par les acteurs du champ académique qui ont toujours tendance à intellectualiser le monde social. L'analyse des conditions institutionnelles d'énonciation permet en effet de voir que ces différentes thèses émanent *d'acteurs multipositionnés* dont la position dans le champ académique n'est que marginal dans leur propre trajectoire. Ils sont souvent *en même temps* et surtout des acteurs du monde politique ou du *monde de la sécurité* [2]. Et ce n'est qu'en renvoyant aux enjeux propres à ces deux autres mondes ou ces deux champs que l'on peut comprendre pourquoi, en dépit des faibles qualités intrinsèques de certaines thèses, celles-ci arrivent à s'imposer à tous comme la nouvelle vision du monde communément partagée pour lire la période post-bipolaire.

Les discours sur l'ordre international et les professionnels de la sécurité

Je voudrai donc analyser comment les transformations qui tiennent à la fin de la bipolarité sont lues, non en fonction d'un rapport étroit avec la réalité de ces changements qui suivrait l'ordre chronologique suivant : chute du mur, effondrement soviétique, guerre du golfe, guerre en ex-Yougoslavie, ou en fonction de la cohérence de l'argumentaire, mais bien en fonction des luttes entre "experts" à l'intérieur du champ de la sécurité pour imposer leurs énoncés, leurs systèmes de classement comme la problématique légitime, la seule vision du monde possible sur *"qui fait peur"*.

Cela ne signifie pas que les argumentaires en présence ne tirent pas prétexte d'événements pour justifier leur position et qu'ils n'aient pas la nécessité de chercher une validation dans la matérialité des faits, ce qui les rend sensible à certaines "saillances" (guerre du golfe), ou qu'ils n'aient pas, au minimum, à entretenir dans leur énonciation un lien avec les règles formelles du discours académique, mais que ceci est toujours *secondaire* au regard d'autres enjeux comme celui de la pérennité de leur statut d'expert capable de prédiction, de futurologie. Or, à cet égard, les événements de 1989/1990 laissent "orphelins" les stratégies *et* les acteurs du champ de la sécurité. Ils brisent leur représentation du monde et remettent en cause leur savoir spécifique (gérer la menace), savoir d'où ils tirent leur pouvoir, leur légitimité sociale. La situation de "crise", "situation paradoxale, extraordinaire

appelle alors un discours extraordinaire, capable de porter au niveau des principes explicites, générateurs de réponses (quasi) systématiques, les principes pratiques de l'ethos et d'exprimer tout ce que peut avoir d'inouï, d'ineffable la situation créée par la crise... le pouvoir constituant du langage et des schèmes de perception et de pensée qu'il procure ne se voit jamais aussi bien que dans ces situations" [3]. La "valeur de vérité", de "connaissance et d'éclairage des réalités" de ces discours n'est ainsi qu'accessoire. La lutte pour la connaissance est subordonnée à la lutte pour la reconnaissance.

L'hypothèse centrale est alors la suivante : *ces discours qui se présentent comme académiques visent avant tout à reconvertir le capital spécifique de "gestion de la menace" qu'ont les professionnels de la sécurité et à redonner aux spécialistes de relations internationales leur place de conseiller de ces professionnels*. En effet la fin de la bipolarité a produit un double effet. Le capital de gestion de la menace a été délégitimé en partie depuis la chute de l'adversaire communiste car avec lui disparaissait "LA" menace. Il a donc fallu le reconstituer. Le capital de gestion de la *prédictibilité* des internationalistes engagés dans des opérations de conseiller du prince a été lui aussi délégitimé. Cet effondrement brusque du pouvoir symbolique des stratèges, des internationalistes tournés vers la sécurité est à l'origine de la nouvelle économie des luttes et fait apparaître plus clairement qu'à d'autres époques comment se forme un « régime de vérité » donnant le « sens » du monde. Au lieu d'accepter comme avant un schéma de lecture commun, il leur a fallu se justifier et proposer immédiatement une autre lecture. Cette "crise" ouverte par la fin de la bipolarité qui a modifié et les rapports de puissance et les rapports de sens, a provoqué une *régression vers les habitus* et explique que, dans nombre de cas, les rationalisations secondaires de ces discours, leur créativité, leur inventivité reposent en fait sur la grammaire de leurs réactions immédiates d'optimisme ou d'angoisse. Quant à leur succès, il tient avant tout à ce que ces discours sont reconnus par les professionnels de la sécurité comme les discours qui correspondent à ce qu'eux-mêmes ont ressenti. Plus en prise avec ces derniers, les acteurs multipositionnés ont été les mieux placés pour comprendre les réactions spontanées des responsables militaires, policiers ou politiques et pour convertir leurs réactions d'espoir ou d'angoisse en discours formalisés.

Dès lors, au delà du foisonnement intellectuel et des multiples ouvrages qui ont pris naissance pour expliquer ces transformations, nous pouvons comprendre que les explications en vigueur qui ont rencontré le plus de succès pour décrire et expliquer le monde "post-

bipolaire" ne sont ni les plus subtiles, ni les plus créatives et encore moins celles qui proposeraient de nouveaux paradigmes. Au contraire, leur succès tient à ce qu'elles respectent les anciens paradigmes, les anciennes croyances en en présentant juste une nouvelle combinatoire qui garde le *même* horizon théorique.

Nous verrons ainsi que les principales explications en vigueur pour décrire et expliquer le monde "post-bipolaire" se répartissent selon un schéma des plus simplistes qui, d'une part, hypostasie la coupure des années 1989/1990 et d'autre part, se distribue entre deux types de relations au changement social : l'idée qu'il était inéluctable parce qu'inscrit dans l'Histoire (ce qu'Hirschman a parfaitement nommé une rhétorique du progrès associée à une fonction de sécurisation), l'idée qu'il est dangereux pour l'ordre établi et qu'il faut à tout prix le maîtriser (c'est à dire une rhétorique réactionnaire associée à une fonction d'insécurisation) [4]. Dans les deux cas, les confusions entre fin de la guerre froide, fin de la bipolarité et phénomènes de dynamique structurelle lié à la dissémination contemporaine de la violence perturbent l'analyse et concourent à la diffusion de discours sécuritaires débouchant soit sur une idéologie ethnocentrique de la paix et de la démocratie ayant comme horizon le triomphe américain comme triomphe de la démocratie, soit sur une idéologie de la menace du Sud et du clash civilisationnel voyant l'Autre comme une menace primordiale et ayant comme horizon la guerre de tous contre tous ou de tous contre l'occident.

Dans les deux cas *les thèses à succès sont donc les thèses qui ont sans doute le moins à voir avec des enjeux de connaissance et d'explication du monde social et le plus à voir avec des enjeux de pouvoir et de légitimation au sein du monde de la sécurité*. Analyser ces thèses à succès comme on le ferait à l'égard de nouvelles théories est alors *déjà* participer, en pleine méconnaissance à leur diffusion, et à leur légitimation [5].

Le premier type de discours (fin de l'Histoire, unipolarité), que nous allons analyser est fondé sur un optimisme lié à la disparition imprévue de l'adversaire. Il tend tendanciellement à favoriser les positions de mobilité à l'intérieur du champ de la sécurité en *ouvrant de nouveaux espaces de possibilité pour les "savoirs sécuritaires" vers d'autres domaines (écologie, économie...)* et à s'autonomiser encore plus des évolutions de la conflictualité qui ne sont plus que des épiphénomènes qui s'épuiseront d'eux-mêmes. Le second type de discours (désordre international, clash civilisationnel), fondé sur un pessimisme lié à la peur d'un retour à l'âge de nature hobbesien,

permet aux acteurs la reconversion quasiment à l'identique de leurs "savoirs" en fabriquant une menace du Sud homologue structurellement à la menace de l'Est. Il leur assure un nouvel ennemi, un *clash* en préparation duquel il faut se protéger. Néanmoins la translation de l'Est au Sud a des effets, en particulier celui de mettre en concurrence les savoirs militaires sur la gestion de la menace nucléaire et la subversion idéologique avec les savoirs des policiers sur le crime, la drogue, l'immigration. *Elle ouvre sur une interpénétration croissante entre sécurité intérieure et extérieure.*

La constitution de ces discours, fussent ils opposés, vise donc, non par une volonté consciente, mais par des jeux internes de positionnement, à reconvertir le capital spécifique de "gestion de la menace" qu'ont les professionnels de la sécurité au regard de la chute de l'adversaire communiste. Ils se déploient en fonction des stratégies alternatives des acteurs face à la perte de leurs repères fixes et à la modification de configuration du champ qui s'était mise en place avec la bipolarité et la dissuasion nucléaire. Cette modification assez brutale de configuration crée une certaine « incertitude » qui permet des stratégies payantes de reconversion et qui met en péril certaines positions acquises. Les savoirs-pratiques des stratégestes, et des kremlinologues qui étaient en position dominante à l'intérieur du champ sont brusquement concurrencés, voire déclassés. Les nouveaux discours permettent en effet d'intégrer à la sécurité les enjeux économiques et même écologiques d'une part et font entrer de plain-pied dans le champ de la sécurité ceux qui étaient jusque là des acteurs dominés et marginaux (les spécialistes des conflits de basse intensité (LIC) et les policiers de renseignement, voire les policiers de police judiciaire) mieux à même de justifier leurs "savoirs" à l'égard de la nouvelle construction de la menace. Ils provoquent aussi de nouvelles opportunités au sein du monde académique pour certains spécialistes des relations ethniques de pays du Sud d'entrer en concurrence (budgétaire, symbolique...) avec leurs collègues spécialisés sur les questions de défense et de haute technologie [6]. Ceci restructure donc de nouvelles alliances entre professionnels de la menace et acteurs légitimés, de par leur multipositionnement académique et politique, à redéfinir le discours canonique sur "l'ordre mondial".

Une épistémologie des visions du monde de l'après 1989/1990 en relations internationales est obligée de tenir compte de ces luttes du monde social, même si les premières ne sont pas les reflets des secondes, car, malgré tout, les effets d'imposition de problématique légitime par des acteurs disposant de ressources symboliques

supérieures à celles des chercheurs est un des mécanismes les plus puissants de la méconnaissance de ces derniers. Ils ont en effet du mal à admettre que ces thèses souvent simplistes soient préférées à leur propre système explicatif plus raffiné. Ils ne veulent pas voir qu'elles puisent leurs ressorts ailleurs que dans les enjeux de connaissance. Comprendre les énoncés et les stratégies d'énonciations signifie pourtant les analyser en relation avec les groupes qui se reconnaissent dans ces discours et en fonction des luttes et alliances qui se déploient à l'intérieur d'un champ de la sécurité en pleine recomposition, à la suite de la perte des repères et mythes fondateurs qui l'avaient constitué dans les années 1960. Il n'est donc pas illégitime de s'interroger sur les conditions d'énonciation de ces discours, sur la position de ceux qui les énoncent, sur leurs stratégies, quitte à se trouver exposé au soupçon de porter « des coups bas » à ceux qui se voient comme de « grands auteurs ». Non d'ailleurs qu'après étude approfondie, on ne puisse, malgré leur multipositionnement, montrer qu'ils innovent *aussi* dans le champ de la connaissance, mais parce que cette étude de leur (multi)positionnement rend sans doute mieux compte de leurs discours, de leurs non dits, de leur insertion sociale et surtout de leur succès qu'une épistémologie classique portant sur le texte ou sur l'oeuvre littéraire de l'auteur [7].

Le champ de la sécurité et ses transformations

Bipolarité et dissuasion : l'épistème du champ de la sécurité

La conceptualisation en terme de champ de la sécurité ainsi que l'analyse des processus de « sécurisation » est encore peu développée même si certains travaux commencent à remettre en cause les objectivations et cristallisations symboliques qui depuis les années 60 avaient déterminé une adéquation entre sécurité et question de défense, en particulier le rapport au nucléaire et à l'ennemi soviétique [8]. Le statut militaire, tourné vers l'emploi de la force change avec l'apparition de la dissuasion nucléaire et de la bipolarité dans les années 1960 car la nature de la relation à la coercition s'est transformée ; la dissuasion prolongeant l'euphémisation de la force dans nos sociétés ou plus exactement son *transfert d'une violence répressive exprimée à une violence plus structurelle et symbolique*. Comme le dit Schelling « la stratégie ne se réduit plus à la science de la victoire militaire, elle devient l'art de la contrainte, de l'intimidation ou de la dissuasion ». Elle devient totale, globale, visant la volonté de l'adversaire et si elle s'éloigne du soldat, elle enrôle le diplomate. Le discours, la symbolique, l'accumulation prennent le pas sur la

manoeuvre : la guerre froide rendant le combat impossible voire obsolète. "La menace se substitue à l'action, la dissuasion à la décision" [9]. Ce n'est sans doute que maintenant avec la fin du couplage bipolarité et stratégie nucléaire que l'on peut comprendre tout le poids du pouvoir symbolique contenu dans le discours stratégique de la dissuasion et à quel point il modifie la formation discursive guerrière classique.

Le champ de la sécurité se substitue à celui de la guerre et modifie le dispositif de pouvoir sur plusieurs points. Premièrement, la frontière entre ceux qui décident, ceux qui utilisent et ceux qui parlent de l'emploi de la force devient plus poreuse. *L'utilisation du discours est déjà une arme. Or, le responsable politique, le stratège et l'universitaire spécialisé dans la défense produisent des discours dont le contenu n'est guère différent.* Ceci participe à l'effet "d'allodoxa" des universitaires non multipositionnés. Ils ont l'illusion de participer à armes égales au débat alors que leurs positions sociales ne leur permettent que de jouer un rôle marginal. Seuls l'homme politique ou le général stratège ont en effet l'autorité pour transformer un discours ordinaire en discours d'autorité, en discours « sérieux » [10]. Deuxièmement, cela crée parmi les militaires, au niveau des responsables, une dichotomie entre ceux chargés de réfléchir aux conditions de la "non guerre" sur le théâtre central et ceux chargés des "guerres indirectes" sur les théâtres périphériques. Les premiers sont amenés à gérer l'épreuve de volonté, à gérer la menace, à gérer l'incertitude tandis que les seconds continuent à faire le métier des armes en intégrant simplement l'idée de "subversion communiste" sur la vieille notion de guerre de guérilla. Il en résulte une hiérarchisation qui favorise les stratégestes au détriment des militaires classiques qui s'intéressent encore à l'emploi des forces conventionnelles et aux guerres coloniales, de libération ou même aux guérillas. La promotion professionnelle ne fait aucun doute. Pendant longtemps les galons de général ne se gagnent pas à l'étranger dans les guerres exotiques mais dans les discussions sur la dissuasion.

L'essentiel de la pensée stratégique se détourne donc de l'étude de la conflictualité pour investir de nouveaux domaines liés à la technologie, à l'économie, à la psychologie, à la décision... en réfléchissant "à cet univers étrange que créent des armes qui n'ont d'autre fonction que d'empêcher leur emploi effectif et qui ne remplissent leur fonction que dans la mesure où subsiste la possibilité d'un emploi" [11]. Shelling, Luttwack, Aron donnèrent la grammaire de ces modifications et tout ceci est très connu. L'élargissement du champ trouva à l'époque ces légitimations dans les ouvrages de Kahn sur l'escalade, de Kenneth

Waltz et Richard Rosecrance sur la notion de stabilité bipolaire [12]. Ils créèrent les conditions d'un "consensus" autour de cette représentation quand bien même les modifications de la conflictualité mondiale ne cessèrent de mettre en défaut le paradigme dominant d'une période stable de "non guerre". Mais cet "imaginaire", ou cette "vision du monde" réussit à s'imposer à tous les acteurs du champ (dans la sphère occidentale) car il fut opératoire dans la légitimation de leurs activités à l'égard des acteurs extérieurs. Plus qu'une vision du monde, la stabilité bipolaire fut un « mythe » permettant l'accumulation d'un capital symbolique, transformant des épisodes banals en choses sacrées et intégrant tout événement dans une seule grille de lecture ; mythe qui permit au discours d'agir comme pouvoir. En effet, il permit *de faire comprendre que le discours de menace est un nouveau savoir-faire, (un capital) qui remplace l'usage de la force brutale, et que la diplomatie violente de la "non guerre" doit être tenue par des professionnels de la gestion de la menace.* La "mise en récit", la "narrativité" du discours agit ici comme forme de pouvoir symbolique avec une intensité inégalée car le contenu en épouse la forme [13].

Reconversion des savoirs et mise en récit

Il faudra pour déstabiliser en partie la prégnance de cet imaginaire stratégique réaliste partagé tout autant par les réalistes que les neo-réalistes que s'effondre massivement ce sur quoi il était structuré dans ces deux dimensions de la dissuasion et de la bipolarité : l'ennemi soviétique. En effet, face aux événements des années 1989, 1990, totalement *imprévus* par les spécialistes de relations internationales encore sous le charme du reaganisme et de sa vision diabolisante de l'adversaire, il fut nécessaire pour chacun de produire *au plus vite* un discours "explicatif" permettant de "mettre en récit" le monde et de gérer le "sens" de ce dernier [14]. On se rend compte à ce moment là à quel point l'idée de sécurité ne se définit que par son contraire : celle de menace. La disparition de la menace rend paradoxalement plus « craintif » les professionnels de la sécurité qui, sans vectorisation particulière sur une figure de l'ennemi, ont tendance à lire tout événement du monde social comme une insécurité potentielle.

Les anthropologues ont montré à quel point le hasard, l'imprévu nécessite de la part des sociétés ce "travail de deuil", de "réduction de l'incertitude" pris en charge par les clercs [15]. Explication liturgique auparavant, explication de l'ordre international par les spécialistes de relations internationales maintenant [16]. Mais cette mise en récit nécessaire obéit elle-même aux règles de production du champ dont

elle émerge. Or le champ de la sécurité a sans doute ceci de particulier qu'il est constitué par des "professionnels de la gestion de la menace", par des producteurs de savoirs-pouvoirs sur le couple sécurité/insécurité et par la nécessité quasi-structurelle de leur part de croire aux capacités prédictives des discours de sciences sociales et de relations internationales. Or l'imprévu a heurté de plein fouet la *croissance dans la prédictibilité*, elle-même inhérente à la position de conseiller du prince assumée par les producteurs de discours sur l'ordre international. Seuls quelques uns ont commencé à admettre qu'il n'était plus possible d'encadrer dans un seul et même discours le sens du monde et d'imposer un point de vue global, central et unique. La plupart sont au contraire à la recherche de nouvelles *théologies de substitution*. Ce critère est d'ailleurs un des plus opératoires pour distinguer les efforts de théorisation entrepris par certains chercheurs sur la diversité, la dissémination, la transnationalisation, les espaces de dispersion et les discontinuités, des efforts de politisation sécurisation qui visent aux grandes synthèses, et à l'imposition d'une problématique recouvrant le sens du monde et légitimant le monde de la sécurité dans ses fonctions primordiales. Les discours que nous allons analyser ici font partie de cet effort de politisation sécurisation qui redonnerait « un » sens global au monde, qui recréerait un nouvel imaginaire global c'est à dire « non pas quelque chose d'irréel mais une indiscernabilité du réel et de l'irréel » permettant à des savoirs locaux de se connecter à cet imaginaire pour lui donner une valeur de vérité [17]. La distribution de ces discours sur "l'ordre international" suivra donc soit la ligne de la "sécurisation" visant à rassurer les populations [18] soit la ligne de "l'insécurisation" visant à angoisser ces dernières pour justifier la protection..

Les figures de la sécurisation : fin des conflits et unipolarité

La fin de l'Histoire ?

Dans un premier temps la chronique annoncée de la défaite soviétique est lue comme une victoire de l'Occident et au delà de la "paix" sur la "guerre". En France, dans un article important, car donnant le ton général de tous ceux qui suivront, André Fontaine, un des éditorialistes les plus connus du journal Le Monde, soulignait à quel point l'année 1988 avait provoqué des changements dans la physionomie des conflits. Comparés à l'année 1987 et aux premiers mois de 1988 qui avaient connus les affrontements navals dans le golfe persique et le paroxysme de la tension entre l'Iran et l'Irak ainsi qu'entre les États-Unis et l'Iran (airbus iranien confondu avec un F 14), les conflits disait-il, plus ou moins délivrés des enjeux Est/Ouest et laissés à eux-mêmes

ou à la volonté d'apaisement des Grandes Puissances, avaient un "*parfum de paix*" [19]. Il prolongeait cette analyse en 1989, "année où la passion de la liberté renversait murs et dictatures" et pensait que la confirmation de la poussée démocratique allait s'étendre aux autres continents : Amérique Latine, Afrique et, pourquoi pas, Asie et Proche Orient même si le scepticisme restait plus grand dans ces deux derniers cas [20]. Ce type de discours journalistique allait très vite être repris par des voix plus autorisées. En effet Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut Français des Relations Internationales, ne disait pas autre chose : "Devant l'ampleur des transformations, on admire d'abord l'exceptionnel talent de l'homme (Gorbatchev) qui a sorti son pays de l'immense torpeur totalitaire où il avait sombré...comment ne pas se prendre à espérer que le chapitre de l'après-guerre va se refermer et avec lui, l'absurde division de l'Europe, la peur de la guerre et la hantise d'un anéantissement de la civilisation par l'arme nucléaire ? Comment ne pas rêver d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural et peut être même au delà, où toute perspective de guerre entre ses membres deviendrait aussi invraisemblable qu'aujourd'hui entre les pays de notre Communauté Économique Européenne ?" [21].

L'idée d'une pacification possible des conflits régionaux qui, depuis la Deuxième Guerre mondiale ensanglantent la planète n'était plus chimérique. Les auteurs citaient à l'appui de leurs dires, outre la fin de la guerre Iran / Irak [22], la libéralisation en Pologne, l'ouverture du rideau de fer entre la Hongrie et l'Autriche, la chute du mur de Berlin, la Révolution de velours tchécoslovaque, la Révolution roumaine, le retrait progressif des troupes soviétiques d'Afghanistan [23], le désengagement des troupes cubaines en Angola [24], en contrepartie du retrait sud-africain et de l'indépendance de la Namibie [25], les plans de paix en Amérique Centrale [26] et les promesses de départ des troupes vietnamiennes au Cambodge [27], ainsi que les pressions de l'URSS sur Mengistu en Éthiopie pour trouver une solution honorable aux différentes guérillas Erythréenne et Tigréenne... Tout était possible grâce à la modification du climat international et au "réchauffement" des relations américano-soviétiques. Le discours sur le "Nouvel Ordre International" prenait des dimensions messianiques surtout au début de la crise du Golfe lorsque les soviétiques ne bloquaient plus les procédures Onusiennes. Certains voyaient déjà poindre *l'aube d'un gouvernement mondial*. Les hommes politiques "réalistes" eux-mêmes semblaient succomber au charme. La Maison Blanche affirmait " La réconciliation permet de nouveaux espoirs. L'ONU pourra agir et les États-Unis soutiendront l'organisation en vue de mettre fin aux conflits régionaux et de faire avancer la paix et la liberté dans le monde" [28]. Discours prolongé lors de la crise du Golfe

par Georges Bush " La crise du Golfe a interrompu un bref instant l'espérance. Mais nous voyons surgir un mode nouveau libéré de la terreur...et renforcé grâce au niveau de coopération internationale qui s'est instauré à cette occasion." [29]

Ainsi dans le temps où l'on magnifiait la fin de l'antagonisme bipolaire et où l'on supposait un avenir radieux de paix mondiale, on se réjouissait de ce que la fin de cet antagonisme ne soit pas un simple accommodement entre les deux systèmes mais une capitulation sans condition de l'idéologie communiste. On supposait que le régime, miné de l'intérieur par ses contradictions internes, se ralliait en masse, après une impulsion venue du haut et du centre dans la personne de Gorbatchev, à l'idéal démocratique. La discussion portait sur la sincérité de cette transformation au sommet. Gorbatchev était-il un apparatchik dépassé par les pressions populaires ou un opposant dissimulé au cœur de l'appareil ? Mais de toute façon, personne ne mettait en cause la sincérité démocratique des masses des pays d'Europe Centrale et orientale. Ayant vu à la télévision ou écouté à la radio les bienfaits du système libéral équivalent de facto à la démocratie, elles auraient voté avec leurs pieds à la manière des pays du Tiers Monde dès que l'occasion leur en aurait été donnée et auraient provoqué les plus importantes transformations géopolitiques depuis la guerre. L'idée démocratique portée par le marché et la communication de masse (les trois piliers du libéralisme) aurait détruit les fondements autoritaires des régimes d'abord à l'Est puis au Sud avec les élections ou les coups d'État en Amérique Centrale et Latine, chassant les dictateurs (Stroessner, Pinochet...) et les manifestations en Afrique faisant vaciller les vieux tyrans (Kerekou au Bénin en attendant croyait-on Eyadema au Togo, Bongo au Gabon et Houphouet-Boigny en Côte d'Ivoire).

Le sens de l'Histoire ne faisait aucun doute, à tel point qu'on pouvait, malgré le bruit et la fureur de l'année 1989, la considérer comme terminée [30]. L'impact de l'article de Fukuyama tenait moins à sa nouveauté ou à son originalité qu'à sa capacité de résumer l'air du temps et de reconfigurer un nouveau système d'alliance entre des groupes traditionnellement opposés au sein du champ de la sécurité. Il réussissait à donner un argumentaire qui reprenait des éléments de la vieille école idéaliste encore bien présente chez les américains, des juristes institutionnalistes croyant à la valeur créative des "normes", des globalistes institutionnalistes, des développementalistes et même de certains réalistes momentanément sous le charme de la "divine surprise" de l'effondrement de l'ennemi. Selon lui, "un consensus assez remarquable semblait apparu concernant la démocratie libérale

comme système de gouvernement puisqu'elle avait triomphé des idéologies rivales...elle constituait donc le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et la forme finale de tout gouvernement humain...l'idéal de la démocratie libérale ne pouvant pas être amélioré sur le plan des principes" [31]. Un temps mondial de la démocratie de marché se mettrait en place, disait-on, et obligerait tous les acteurs à se repositionner par rapport à lui, y compris l'Islam "qui n'exerce aucun attrait en dehors des contrées culturellement islamiques à leur début" [32]. L'universalisation occidentale s'actualisait, après des années de stases dues au marxisme. On tenait le compte des démocraties libérales en incluant pour les besoins de la cause, le Sri Lanka, la Turquie, le Paraguay, le Pérou... la fin de la guerre froide supprimait la dernière barrière bloquant la mondialisation, la globalisation [33]. L'économie était mondialisée de fait sinon de droit, la politique et l'idéologie démocratique allaient suivre et on espérait pour plus tard une grande homogénéisation culturelle.

Cette vision de l'Histoire renouait avec l'optimisme des toutes premières années de l'après guerre. Kojève avait vu juste en relisant Hegel, la fin de l'Histoire arrivait. Le processus civilisationnel [34] issu de l'Occident allait pouvoir, croyait-on, se déployer à l'Est et au Sud. Les théories de la modernisation étaient justes malgré l'accusation d'ethnocentrisme portée à leur égard. Le développementalisme pouvait donc renaître de ces cendres au bon moment et présenter les programmes qui avaient échoués au Sud dans les années 70 aux nouveaux pays d'Europe centrale [35]. Il était bien ici pensé comme évolutionniste et uniformisateur [36]. Comment trouver discours plus rassurant, plus sécurisant pour l'opinion [37] ?

Il s'agit de rationaliser la surprise en transformant la défaite inattendue des Soviétiques en victoire de la démocratie libérale. Ce discours n'est pas pour autant une réelle innovation. Il est issu des thèses développées par la *Peace Research américaine, les Eglises, les promoteurs du désarmement (y compris à l'intérieur des appareils militaires) et des globalistes qui considèrent que la puissance est plus de l'ordre de l'économique que du militaire* [38]. Mais c'est un discours qui a toujours été marginal dans le champ des acteurs de la sécurité. Il apparaît même à leurs yeux comme un discours "extérieur" de ceux qui ne comprennent pas "l'esprit de défense" et la nécessité pour "garantir la paix de préparer la guerre". Néanmoins articulé sur le thème lancé précédemment du "déclin des bénéfices tirés des ressources de la puissance militaire" [39] et renforcé par ce climat de circonstance, ce discours est le premier à se développer et il gagne tous les colloques dits internationaux (c'est à dire souvent uniquement

entre américains et européens) dans la mesure où les hommes politiques le déclinent comme la nouvelle vulgate. Graham Allison notait ironiquement que "life, liberty and the pursuit of happiness" aurait pu servir de devise à cette nouvelle vision de l'époque si la devise n'avait pas déjà été utilisée plusieurs siècles auparavant [40]. Les "juristes" longtemps maintenus à la lisière du champ de la sécurité par ceux qui les considèrent comme des idéalistes sympathiques mais naïfs et dangereux voient poindre leur revanche. Le "wilsonisme" leur sert de nouveau pavillon. Le point de vue normatif qu'ils partagent avec les philosophes retrouve une certaine jeunesse, car parlant d'avenir, il n'a pas à s'attarder sur ce qui s'est passé historiquement. Même lorsque les conflits se prolongeront [41], leur lecture ne changera pas. Conflit du Liberia, situation en Afghanistan, guerre du golfe, guerre en Yougoslavie les convaincront simplement que la pacification passe par un "absolutisme éclairé" de l'ONU. L'ère des "opérations militaires humanitaires" pourra s'ouvrir en se fondant sur la croyance qu'elles peuvent ramener la paix dans les zones troublées [42]. Une congruence de prises de positions entre hommes politiques en quête de discours rassurants, de juristes internationalistes guidés par leur esthétique de la hiérarchie des normes, de philosophes, de membres des Églises, d'opérateurs humanitaires, de journalistes se met en place. Elle concurrence pour un temps la représentation dominante des acteurs centraux du champ en s'alliant avec les tenants de la thèse décliniste qui, à l'intérieur même du champ, proposent une nouvelle stratégie alternative visant à reconvertir le savoir militaire sur la sécurité en un savoir tourné vers l'économie [43]. La thèse de la fin de l'Histoire est alors à analyser comme la représentation spontanée qui émerge des schèmes mentaux des acteurs périphériques au champ de la sécurité, lorsque celui-ci entre en crise.

Lire la suite

[1] . Une première version de ce texte a été donnée à l'ISA (Washington 28 March 1st April 1994), dans le panel « Our changing world and challenges of International relations as a discipline » organisé par TAPRI.

[2] . Qu'il s'agisse de Fukuyama, de Huntington, de Krauthamer... ils occupent des positions carrefour entre le monde universitaire, le monde politique impliqué dans la réflexion sur la défense et le grand journalisme. Peut-être que le champ académique des Relations

Internationales, en connaissant une nouvelle "summa divisio" entre thèses statocentrées et thèses transnationalistes a cru s'émanciper des liens avec le monde de la sécurité car les transnationalistes n'en ont que très peu. Mais est-ce que cela n'explique pas justement les difficultés de ces derniers à comprendre les effets de domination du champ de la sécurité sur certains des objets traités par le champ académique et les stratégies de conversion opérées surtout par les tenants des thèses statocentrées ?

[3] . Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, Fayard, 1982, p 151.

[4] . Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard, 1991, (traduction de *The Rhetoric of reaction : perversity, futility, jeopardy* Harvard, 1991).

[5] . C'est sans doute ce point qui nous distingue des positions de plusieurs collègues dont Hayward Alker et Wang Jisi qui ont voulu réagir immédiatement aux thèses d'Huntington en en discutant de manière critique le contenu comme si, de la critique de celui-ci pouvait se produire une délégitimation. La tactique d'Huntington a été au contraire de provoquer un débat autour de ses thèses pour obtenir une publicité maximale et les légitimer ainsi comme nouveau « paradigme ». C'est donc moins le contenu que la forme, la grammaire de ces discours qu'il est nécessaire de décrypter. Notons néanmoins que dans les débats publiés par *Foreign Affairs* les critiques sont pour le moins bénignes et maladroites, les critiques les plus importantes comme celles que nous venons de citer ayant été occultées.

[6] . Certaines reconversions rapides montrent d'ailleurs que les analystes de la défense ont vite compris l'intérêt d'un redéploiement sur l'ethnicité, l'immigration...

[7] . Il importe aussi, pour éviter les méprises, de rappeler que notre analyse ne vise en aucun cas à « réduire » l'économie du texte à la position (de classe) de son auteur comme un certain marxisme s'y est essayé il y a fort longtemps. En revanche la prise en considération d'autres enjeux que les enjeux purement intellectuel dans la concurrence pour la gestion du sens de l'après bipolarité nous semble un acquis fondamental de la critique contemporaine.

[8] . Barry Buzan, *people states and fear*, 2nd ed. Boulder, CO : L. Rienner, 1991 ; Barry Buzan Ole Woever, *security and migration in Europe*, CPCRC St Martin Press, New York, 1993 ; Didier Bigo, "The

European internal security field : stakes and rivalries in a newly developing area of police intervention" in Malcolm Anderson & Monica Den Boer, Pinter publications, 1994 ; Polices en réseaux : l'expérience européenne, Presses de Sciences Po, 1996. « The new field of security in Europe » in A. Le Gloanec, The european disorder à paraître. Jeff Huysmans, Making Unmaking The European Disorder, thèse à l'Université de Leuven, novembre 1995.

[9] . *Raymond Aron, Penser la guerre. Clausewitz II l'âge planétaire, NRF Gallimard, 1976, p. 139.*

[10] . *Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, Michel Foucault : un parcours philosophique, Folio, 1982. Sur ce qui fait le sérieux d'un discours on fera le parallèle avec Pierre Bourdieu, Ce que parler veut dire, Fayard 1982.*

[11] . *Raymond Aron, Penser la guerre Clausewitz. II, l'âge planétaire, NRF, Gallimard, 1976, p. 139.*

[12] . *H Kahn, On escalation, metaphors and scenarios, Hudson Institute, 1965 ; Kenneth N Waltz « The stability of a bipolar world », Deandalus, 93, Summer 1964, p. 881-909 ; Theory of international politics, Addison Wesley, 1979 ; Richard Rosecrance, « Bipolarity, multipolarity and the future », Journal of Conflict Resolution, vol 10/3, 1966.*

[13] . *Le rapport du discours au pouvoir, du symbolique à la violence n'est jamais aussi présent que dans la réflexion sur la dissuasion même si à aucun moment les stratèges ne s'interrogent sérieusement sur le pouvoir symbolique de leur propre énonciation. Nous avons développé ces points dans une communication : dissémination de la violence et champ de la sécurité lors du colloque l'international sans territoire, à paraître dans le prochain numéro de Cultures & Conflits.*

[14] . *Pour une approche réintroduisant la question du sens dans les relations internationales voir Zaki Laïdi, L'ordre mondial relâché : Sens et puissance dans les relations internationales, Presses de la FNSP, 1991 ; et son dernier ouvrage un monde privé de sens, Fayard, 1994.*

[15] . *Georges Balandier, Ordre et désordre, Fayard, 1986.*

[16] . *Pierre Legendre, L'amour du censeur, Seuil, 1977. L'ouvrage de Legendre permet de comprendre la filiation entre la cléricature*

religieuse, sa fonction médiatrice et la production du discours des sciences sociales dans les sociétés contemporaines.

[17] . Gilles Deleuze, *Pourparlers*. 1972 1990, Minuit, 1990.

[18] . Jean Delumeau, *Rassurer et protéger*, Fayard, 1986.

[19] . Cf. l'article d'André Fontaine dans *Le Monde* intitulé "des hommes plus sages" repris pour la préface à l'année 1988 dans *Le Monde*, folio Actuel.

[20] . André Fontaine, « Année des foules et foulards » in *L'année 1989* dans *Le Monde Folio Actuel*.

[21] . Thierry de Montbrial, *RAMSES 90*, Introduction.

[22] . Opération GOMNUII.

[23] . *Sous surveillance de l'ONU (UNGOMAP)*.

[24] . Opération UNAVEM.

[25] . Opération GANUPT.

[26] . *Surveillance des élections au Nicaragua (ONUVEN)*.

[27] . Opération APRONUC.

[28] . *The Times*, 26 Septembre 1988.

[29] . *National Security of The US* Août 1991.

[30] . *La fin de l'histoire ?* in *The National Interest* n°16 Eté 1989
Francis Fukuyama discussion avec Alan Bloom, Pierre Hassner et Alain Besançon : réponse de Francis Fukuyama à ses détracteurs
Commentaire, n° 47, automne 1989.

[31] . Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion Champs, Paris 1993.

[32] . Francis Fukuyama, *op. cit*, p. 71.

[33] . *Face à la prolongation des conflits, face aux attitudes contradictoires des populations d'Europe centrale, et face à leurs détracteurs, ces analystes répondent en rappelant que la fin de*

L'Histoire est la fin du sens de l'Histoire, non celui des processus d'ajustements, il est donc cohérent et inévitable que certains conflits continuent, mais privés de sens, ils s'épuiseront d'eux-mêmes quand leurs acteurs s'épuiseront.

[34] . Cf. Norbert Elias, La société des individus, Fayard, 1991. Si l'on compare la force de l'ouvrage d'Elias qui pense la civilisation non comme progrès uniforme mais comme renforcement de l'autocontrainte suite au double processus de monopolisation (guerrière et fiscale) et d'interdépendance, on voit immédiatement les limites de l'approche de Fukuyama, y compris sur son thème central.

[35] . Cf Jeffrey Sachs et le programme proposé aux dirigeants russes pour la transition au marché. Voir sur le plan plus théorique ses travaux pour les Brookings papers on Economic Activity.

[36] . Fukuyama semble incapable de penser la spécificité de la trajectoire occidentale et sa relation aux autres sociétés. Plus qu'un penseur dans la lignée de Kojève ou d'Elias, il est très banalement influencé par les thèses développementalistes. Fukuyama confond "sciemment ?" mondialisation, globalisation et universalisation qui ne sont pas synonymes comme le montre Bertrand Badie dans l'État importé, Fayard, 1993. Mais la mobilisation d'Elias et encore plus d'Hegel et de Kojève par Fukuyama a d'autres raisons qu'académiques. Il suffit donc de signaler qu'aucun de ces deux auteurs ne partagerait les vues simplistes de Fukuyama sur civilisation, progrès, pacification, démocratie libérale, développement économique, logique de la physique moderne. Voir Norbert Elias, La dynamique de l'Occident, Presses Pocket, p. 215. Voir aussi Kojève, Introduction à la lecture de Hegel, Paris, NRF, 1948.

[37] . Mais par là dangereux pour les intérêts propres des professionnels de la sécurité dont l'utilité sociale est remise en cause. Voir plus loin.

[38] . Le livre de Paul Kennedy the rise and fall of great powers est le plus connu étant donné la publicité donnée à son dernier chapitre "prédictif" sur le déclin américain. Les travaux précédents sont plus solides. Voir Mancur Olson, The rise and decline of nations : Economic growth, stagflation and social rigidities, Yale, 1982 ; et auparavant Modelsky et Thompson, "The long cycle of global politics and the nation state", in Comparative studies in society and history, 20, 1978.

[39] . Paul Kennedy, *Rise & fall of the great powers : Economic changes and military conflicts from 1500 to 2000*, New York, Random House, 1987.

[40] . Graham Allison & Gregory F Treverton, *Rethinking America's security*, Norton& Company New York, 1992.

[41] . Cette vision ethnocentrique de la pacification est contredite par l'analyse de l'évolution des conflits et par les dynamiques à l'oeuvre dans leur prolongation. Nous avons consacré un numéro complet à cette description des pratiques conflictuelles qui remet en cause ce discours sur la pacification *Cultures & Conflits*, n° 1, "La prolongation des conflits" Paris, Harmattan, hiver, 1990.

[42] . Jouant sur les connexions avec le monde médiatique et les discours de "charité", il permettra aux juristes et philosophes de donner un deuxième souffle à ce discours en trouvant de nouveaux alliés face aux discours sur le désordre. En même temps il heurtera encore plus l'ethos militaire socialisé pour délivrer la mort et non pour faire des opérations de maintien de la paix. Voir sur ces points les articles de Guy Hermet, du Général Le Borgne et l'éditorial de Richard Brousse in *Cultures & Conflits*, "Interventions armées et causes humanitaires", n° 11, automne 1993. Pensons par exemple à la connexion entre le juriste Mario Bettati et l'humanitaire médiatique Kouchner.

[43] . La thèse "décliniste" peut aussi permettre des reconversions de savoir opérationnels et permettre aux stratégestes de ne pas se confiner à l'exercice de la puissance militaire. Voir sur ce point Edward Luttwak, « From geopolitics to geoeconomics logic of conflict, grammar of commerce », *The national Interest*, été, 1990.

Grands Débats dans un Petit Monde. Partie 2

Didier Bigo

L'unipolarité en marche pour le meilleur ou le pire

Au moins sur le premier point : le triomphe de l'Occident et sur le dernier l'homogénéisation, les neo-réalistes ne pouvaient que donner un satisfecit à Fukuyama et ses épigones, même si l'optimisme hegelien rebutait leur vieux fond pessimiste (Hobbes relu par Morgenthau). Pour eux aussi la fin de la bipolarité signifiait le triomphe américain, et s'ils insistaient moins sur les valeurs, ils mettaient l'accent sur la brusque transformation de la distribution de la puissance à l'échelle mondiale, en particulier après la guerre du Golfe qui redonnait à la dimension militaire de la puissance, un nouvel éclat gommé par les discussions précédentes sur la dimension économique et le risque de déclin des États-Unis. Mais ce qui les gênait le plus dans cette thèse de la fin de l'Histoire c'est qu'elle provenait d'acteurs périphériques et pouvait remettre en cause l'imaginaire stratégique sur lequel s'appuie les positions dominantes. Il n'est donc pas étonnant que l'on ait vu surgir un discours tout aussi rassurant sur la "crise" mais sauvegardant les positions des stratégestes militaires car la « doxa » du neo-réalisme avait déjà envisagé comme hypothèse d'école l'unipolarité.

Charles Krauthammer dans "the unipolar moment" ne produit pas un texte "fondé en raison", il se fait juste l'interprète autorisé des *discours convergents des milieux académiques, politiques, du Pentagone et du grand journalisme* sur ce point. Refusant de croire à la fin de l'Histoire mais refusant aussi de croire au retour du désordre comme John Mearsheimer, Krauthammer maintient que la puissance américaine est à son apogée avec la défaite du communisme, que les thèses "déclinistes" popularisée par Paul Kennedy sous-estimant le pouvoir militaire sont obsolètes car les puissances économiques concurrentes des USA ne peuvent s'élever au rang de puissances concurrençant son hégémonie comme l'avait fait l'URSS sur le plan militaire, par le seul moyen du commerce et de la finance. Reprenant son article en 1992, il l'actualise pour intégrer à l'argumentation leur attitude lors de la guerre du Golfe, et leur demande d'un leadership américain sous couvert de l'ONU lors de la guerre du Golfe. Refusant les hypothèses d'une Amérique devenue mercenaire ou prédatrice, il considère que les États-Unis doivent assumer leur responsabilité d'unique grande

puissance afin justement d'éviter le développement d'un chaos multipolaire. La stabilité unipolaire, à la différence de la stabilité bipolaire est donc plus déterminée par le comportement d'un acteur responsable que par la structure elle-même mais elle est aussi résultat d'une "avancée" mettant fin à la coercition massive des populations de l'Est. Charles Philippe David est encore plus direct : les puissances européennes ont besoin de la "Pax Americana" tout comme le reste du monde [1]. Bref la stabilité hégémonique a de beaux jours devant elle si les États-Unis assument leurs responsabilités en fournissant les biens publics nécessaires à l'ordre mondial et si les alliés comprennent la nécessité du "partage du fardeau" (burden sharing).

Le raisonnement d'une transition entre équilibre bipolaire et équilibre unipolaire ainsi présenté était à la fois rassurant, laissait peu de place à l'institutionnalisme Onusien, et était satisfaisant pour la théorie Waltzienne. *Nombre de membres du Pentagone, de membres de l'administration Bush, de "think tanks" cautionnés par des fondations de recherche et d'universitaires appartenant au courant majoritaire du neo-réalisme se retrouvaient dans cette approche.* Elle permettait en effet de redonner aux professionnels de la sécurité un rôle central en rappelant *l'importance de la puissance militaire* et donnait un coup d'arrêt aux propositions de verser les "dividendes de la paix" en réduisant les budgets que les acteurs périphériques au champ avaient voulu mettre en avant derrière la thèse de la fin de l'Histoire [2]. Elle permettait ainsi de clore sur le papier la querelle sur le déclin des États-Unis en revalorisant la puissance militaire et ceux qui la conduisent.

Moins médiatique que d'autres, cette thèse avait en outre pour elle son optimisme raisonné et sa forte homologie avec les valeurs et croyances des américains quant à leur "rôle historique". Elle s'imposait comme *problématique légitime* car comme tout système symbolique elle n'était pas simple instrument de connaissance mais aussi instrument de domination, au sens où les acteurs qui l'énoncent comme vraie sont aussi les acteurs dominants du champ. Elle permettait enfin de redonner confiance dans le système de représentation en continuant d'utiliser exactement *les mêmes catégories d'analyse, les mêmes outils méthodologiques* en considérant que ce qui fut longtemps un cas d'école des théories de la stabilité bipolaire : l'horizon de la puissance impériale, était advenu en 1989/1990 [3]. La force de la thèse unipolaire tient toujours à cette congruence avec la manière dont on a enseigné les relations internationales d'une part et à la manière dont on les a pratiqué en s'appuyant sur une cliopolitique insistant sur les leçons du passé et sur

un raisonnement réaliste. Elle a pour elle la force de l'évidence, de la simplicité, de « l'élégance ».

La thèse que nous venons d'évoquer vise à *sécuriser* les opinions, les hommes politiques et le milieu professionnel lui-même. *Mais faites aux États-Unis par des américains et pour des américains (avec des effets de reprise en Europe), elle souffre de son origine. Si le milieu des internationalistes est fortement marqué par les États-Unis, il est aussi structuré par le fait que certains discours minoritaires prennent en charge d'autres sensibilités.* L'unipolarité n'est plus alors un bien mais un mal. L'Amérique impériale est une Amérique prédatrice. La sécurisation des uns est signe d'insécurisation pour les autres.

Déstabilisés, *les acteurs des discours tiers-mondistes et dépendantistes* sont encore plus pris au dépourvu par les événements de 1989 que leurs adversaires. Ce sont des pans entiers de leurs croyances qui s'écroulent et il leur faut plus de temps pour réaliser ce "travail de deuil" à l'égard de leur "ex-savoir". Comment, pour eux, ne pas être purement et simplement expulsé du champ de la "production légitime du sens" ? Comment retrouver des argumentaires ? Ceux-ci ne peuvent être que réactifs par rapport aux nouvelles définitions du sens données par leurs adversaires. Ne produisant pas d'alternatives sur la lecture post-bipolaire du monde, ils ne peuvent que reproduire à l'égard du moment unipolaire les critiques qu'ils adressaient à la stabilité bipolaire et au développementalisme. Ils s'émeuvent donc de cette confusion entre mondialisation et ethnocentrisme occidental. Ils réfutent cette vision téléologique de l'Histoire qui place les sociétés sur une échelle temporelle où l'on pourrait désigner qui est en avance et qui est en retard. Et, si personne ne semble réellement contester les effets de la mondialisation par l'économie, rien ne dit que sur le plan des valeurs démocratiques, il en soit de même. On ne voit guère les structures sociales qui porteraient à l'universalisation du pluralisme politique et des valeurs que l'Occident met sous le terme de démocratie. L'escroquerie du terme « démocratie de marché » serait patente. Elle serait un stratagème des puissances occidentales pour imposer leurs valeurs en même temps que leur économie, avec souvent l'appui d'élites dirigeantes trouvant plus d'intérêts dans cette stratégie d'alliance avec l'extérieur mais en rupture avec les sentiments des populations (Moyen Orient, Russie...). Les formes de la conditionnalité des prêts financiers au pays en voie de développement en serait un signe. La guerre du Golfe en serait un autre. Les textes réunis par le dernier quarteron d'auteurs dépendantistes (Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank, Immanuel Wallerstein..) sont explicites à cet égard [4]. Mais ils ne sont pas les seuls. Qu'il s'agisse

de textes de circonstances à la sortie de la guerre du Golfe, d'ouvrages critiquant *l'Amérique mercenaire* ou d'approches qui, par le biais de l'image de la prédation, tentent de profiter de la "fluidité" des positions induites par la crise des représentations pour nouer une alliance avec les "déclinistes", il y a une commune critique de la vision unipolaire. Seulement ces auteurs ont beau invoquer les masses populaires qui partageraient leur vision, ils souffrent d'une crise de représentation qui les laisse isolés et peu crédibles.

Le Tiers mondisme n'est pas seul dans cette position. Les socialistes français les plus réticents à l'égard des États-Unis se retrouvent avec le même problème de légitimité. Les ouvrages français d'Alain Joxe sont ici représentatifs de ce courant [5]. Dans le cycle de la dissuasion Joxe met en avant l'idée a priori paradoxale d'un Empire du désordre. "L'empire du désordre est la forme tout à fait rationnelle que doit prendre l'organisation de la société mondiale, dominée par le système libéral de marché concurrentiel et dotée de systèmes d'armes et de communications modernes...il sera un empire universel surgissant de l'unicité de l'économie monde et du space power.. le nazisme paraîtra un artisanat psychopathe et enfantin en comparaison de l'implacable cruauté du monde à venir... cet empire maintiendra sa domination par des interventions coup de poing, non seulement grâce au pouvoir naval et aérien mais aussi par le pouvoir spatial et hertzien... ce sera une société de violence généralisée...car quelque part dans les bureaux du pentagone quelqu'un pense pouvoir séparer mentalement la société politique de la société civile en utilisant l'échelle de menace fine et discrète rendue possible par l'électronique moderne. Il faudrait appeler une telle opération un 'assassinat clausewitzien' et lui donner la forme philosophique d'un rêve de domination totalitaire et détailliste délirant" [6]. Cette impérialité des réseaux qui désagrège au nom de la liberté toutes les frontières se heurte pourtant à ses propres désordres internes et aux résistances locales produites par des configurations de sens spécifiques comme la pensée stratégique française mettant en avant d'autres valeurs universalisables dont "la définition territoriale de la démocratie, de la citoyenneté par droit du sol et de la nationalité laïque". En effet si l'imperium "décivilise" en déterritorialisant, en détruisant les espaces de sens des autres civilisations, il perd du même coup ses propres projets et ses valeurs. Il est défait par sa "victoire" et subit une "crise triomphale" engendrant en tout lieu de l'imperium mondial, y compris en son "centre" américain, des virtualités de désordre alimentés par le tribal et le religieux. Dans "*l'Amérique mercenaire*" le discours devient moins théorique et plus prosaïque. L'Amérique n'a pas les moyens de ses projets. Elle est économiquement trop faible comme l'avait suggéré

Paul Kennedy. Dès lors le rêve hégémonique se concrétise par une simple logique de "prédation" [7]. La puissance militaire sert à renflouer les caisses. Les États-Unis se spécialisent dans le maintien de l'ordre mondial, soit sous la forme du gendarme de l'ONU ou d'un OTAN mondial, soit sous une forme Condottiere [8].

Malgré les critiques "anti-américaines", les auteurs restent fascinés par cette seule dynamique d'intégration et pour eux la fin de la bipolarité signifie un monde unipolaire pour ne pas dire monopolaire où les États-Unis imposeraient leur domination, sinon via leur économie, du moins via leur système de valeur, leur langue, leur monnaie mondiale et leur capacités d'action militaire, soudainement unique au monde. Pour eux, le globe risque donc de devenir plus homogène mais ce n'est pas l'effet d'un mécanisme, c'est celui d'une volonté stratégique d'un acteur dominant à laquelle, après tout, on peut s'opposer et qui va peut être provoquer le chaos en voulant unifier le monde sous sa tutelle [9].

Le paradoxe de ce discours « critique », c'est qu'il reprend au premier son opposition manichéenne Bien/Mal, Structure/Volonté en l'inversant simplement. Cela ne l'empêche donc pas de partager la même vision de la "mondialisation" comme chemin vers une uniformisation occidentale [10]. Ne comprenant pas les effets des dynamiques de fragmentation et de transnationalité, qui sont à l'oeuvre pourtant depuis bien longtemps, l'ensemble des auteurs qui évoque l'unipolarité est incapables de penser le monde post-bipolaire autrement que comme une bipolarité soudainement instable et déséquilibrée. Ils ne brisent donc pas le cadre stratégique dominant formulé par les neo-réalistes, bien au contraire, par leur opposition ils lui assurent une pérennité que ce cadre n'obtiendrait pas autrement. Les luttes farouches pour fabriquer de la différence cachent mal tous leurs présupposés communs : *développementalistes et dépendantistes, Cold warriors et nouveaux stratèges se retrouvent de fait ensemble dans la nouvelle distribution des prises de position*. Ils ne veulent voir que la "globalisation" et leur "alliance objective bâtit une solide et dissuasive ignorance des réalités" [11]. *Plus important encore, malgré la diversité des approches, hormis les neo-réalistes, ils représentent plutôt des acteurs venant de la périphérie du champ de la sécurité, des acteurs mal intégrés représentant des groupes de pression hostiles aux professionnels de la gestion de la menace.*

Le débat ne se structurera pas autour des lectures divergentes de l'unipolarité malgré leur efforts. C'est de l'intérieur du courant neo-réaliste que se produira la fracture. En effet, certains acteurs, encore

sous le choc de la *perte de repères*, s'inquiètent d'une telle « simplicité ». Angoissés, ils lisent brusquement les conflits locaux pour qui ils n'avaient eu que mépris comme des signes de la destruction irrémédiable de l'ordre étatique. Ce n'est pas simplement le régime communiste qui s'effondre mais l'ordre lui-même ! Paradoxalement les plus anticommunistes deviennent les plus nostalgiques de l'affrontement bipolaire. Sceptiques quant aux capacités des États-Unis d'assumer l'unipolarité, ils s'appuient aussi sur Waltz et même Morgentau pour assurer que l'absence de bipolarité ne peut conduire qu'à une *régression* vers le désordre multipolaire confondu avec la lutte de tous contre tous, avec le désordre, avec l'anarchie. L'unipolarité est illusoire. Les États, non régulés par la bipolarité, se laissent aller à leur désir de puissance, aussi sûrement que les hommes dans un état de nature.

Les figures de l'insécurité : désordre mondial et clash civilisationnel

Désintégration à l'Est et fragmentation du Sud : triomphe du désordre international

On comprend le succès du terme désordre. Les multiples références plus ou moins savantes du terme n'ont fait souvent que couvrir un usage de sens commun et les angoisses des auteurs. Brusquement la fin de la stabilité bipolaire risque d'engendrer une course à la puissance rattrapant l'horizon du désordre ! Vision cauchemardesque où les États se comportent véritablement comme la théorie l'avait prédit. Malgré le fait nucléaire, malgré le "bon sens" des grandes puissances, la guerre de chaque État contre chaque État est à nos portes. *L'intérêt national sans frein se mue en irrationalité globale, l'ordre en désordre, la confiance en angoisse, le changement en menace [12].*

S'opposant à la majorité du courant neo-réaliste optimiste [13], certains laissent cours à leur pessimisme. John J Mearsheimer dans un article à sensation "Back to the future" [14], clin d'oeil au film populaire du même nom, décrivait le premier, parmi les neo-réalistes américains une vision remettant en cause l'unipolarité et décrivait l'arrivée du désordre mondial. Partant du *même* postulat de la stabilité et de la préservation de la paix de la période bipolaire, *il critiquait les "experts" prêts à abandonner leur savoir sur la défense pour se tourner vers la "protection de la couche d'ozone" et leur rappelait que le monde post-bipolaire aurait besoin d'eux car il serait plus instable, plus dangereux que n'importe quelle autre période précédente [15].* En

effet le nucléaire continuant d'exister mais sans la bipolarité, l'on risquait dans ce monde multipolaire sans frein un usage guerrier de l'arme atomique, d'autant que les passions nationalistes resurgissaient et mettaient en péril la raison nucléaire.

L'ordre bipolaire n'est plus. "Ordre peu satisfaisant certes mais ordre quand même avec ses deux camps équilibrés par la terreur de l'arme atomique, ses zones d'influence et ses frontières à ne pas franchir... A l'ordre bipolaire on a pu croire qu'allait succéder un nouvel ordre mondial mais la réalité est différente. A l'ordre bipolaire a succédé un monde disparate, éclaté, désarticulé.." [16]. Le désordre guette derrière l'apparence d'homogénéisation dans les Institutions internationales. A partir de 1992, pas un editorialiste n'échappe à des considérations sur le nouveau désordre mondial. On oublie tout aussi vite qu'on l'avait célébré la fin de la chape de plomb et des oppressions silencieuses et l'on s'inquiète de ce que les conflits sont censés avoir augmenté à cause du nationalisme résurgent. On relit la guerre froide comme une période « heureuse », ou du moins ordonnée, compréhensible, parce que contraignantes pour les acteurs étatiques [17].

Maintenant, tout tient à la perte de stabilité, au "relâchement" des contraintes que faisaient peser les grandes puissances. La thèse du "loose bipolar system" créée au moment de la détente, reprend du service pour caractériser l'après 1989. Le "carcan" des réseaux d'alliance et de clientèle se décomposant, chaque continent retrouve ses logiques, ses problèmes. Il existe des logiques propres qui dépendent des appétits régionaux des "puissances locales", de leurs stratégies militaires ou économiques. En panne d'imagination, on assimile donc la fin de la bipolarité avec la fin de la guerre froide ce qui permet d'affirmer que la période 1947/1989 a été celle d'une bipolarité tendue et par voie de conséquence on redonne une nouvelle virginité à ces thèses des années 1970 sur le "relâchement" pour les appliquer aux années 1990. Ce tour de passe-passe fonctionne d'autant mieux aux États-Unis que les termes guerre froide et bipolarité sont sans arrêt confondus.

Philippe Moreau Desfarges, synthétisant ces types de discours, résume leur position " Depuis la fin des années 40, l'antagonisme Est/Ouest a créé un ordre mondial aux règles à peu près stables. L'évanouissement de cet ordre permet aux virtualités anarchiques de s'épanouir. Le formidable reflux de l'opposition américano-soviétique laisse d'immenses régions dans le borbier de leurs difficultés et de leurs conflits. Même si l'ONU envoie parfois des forces de police, il reste la

réalité de vastes espaces de la terre, non plus manipulés par Washington et Moscou, mais abandonnés à la confusion, attirant les trafics d'armes, de drogue, de déchets..." [18]. En effet toute une série d'auteurs avant spécialisés sur le fil rouge terroriste trouvent ici un nouveau thème. Richard Clutterbuck, Juliet Lodge, Paul Wilkinson, Richard Latter, Alison Jamieson, Xavier Raufer, Franz Joseph Horshem nous parlent alors de pieuvre mafieuse, de mafia globale, de zone grise [19]. De nouvelles superpuissances centrées sur les mafias de la drogue, sur la criminalité organisée émergeraient et menaceraient les démocraties [20]. La tête au Sud, les bras de la pieuvre seraient déjà partout. Les guérillas, désidéologisées seraient devenues mafieuses, les hommes politiques du Tiers Monde auraient abandonné l'idée de gouverner au profit d'une mise en coupe réglée du pays d'ordre mafieuse et les mafias traditionnelles alliées à ces nouveaux acteurs criminels, se seraient interconnectées dans un répertoire mondial dont Claire Sterling dit connaître la répartition [21]. La criminalité serait « mutante », « globale », « invisible »...mais elle aurait une « armée » : celle des immigrants, celle des diasporas, celle des « illégaux » s'infiltrant par le bas dans les démocraties et celle des hommes politiques corrompus achetés par le haut. *La sécurité extérieure devrait faire retour sur l'intérieur et le contrôle des frontières.* La surveillance généralisée des ennemis de l'intérieur serait comme à l'époque du maccarthysme une nécessité. *Les diasporas seraient par essence dangereuses* car elles infiltreraient nos pays pour promouvoir les intérêts des gouvernants ou des partis d'opposition des pays d'origine.

Un discours plus sophistiqué sur le désordre international et les zones grises distingue un champ du crime autonome où des mafias territorialisées feraient pièce aux États, et où des États deviendraient mafieux..., bref où il y aurait insidieusement une criminalisation du politique. Sans en déduire un répertoire mondial (mais sans l'exclure), il se fonde sur des « études de cas » : Colombie, Birmanie, Zaïre, Russie... La force de ce discours tient au pouvoir d'évocation qu'il a et à ce qu'il repose sur une certaine construction sociale de la réalité qui n'est en aucun cas un pur fantasme [22]. Elle tient aussi à ce qu'il réinsère les jeux politiques dans l'analyse des mafias et ne diabolise pas ces dernières pour « blanchir » les gouvernants. En effet ce deuxième discours réarticule ce qui a été toujours sous estimé dans la théorie politique classique fondée sur les théories du contrat social : la capacité des dominants à utiliser les répertoires d'actions les plus variés pour asseoir leur pouvoir, y compris ceux qu'ils ont eux mêmes formellement prohibés (l'anti-diplomatie pour reprendre le terme de Der Derian), et les liens transnationaux qui peuvent exister entre eux

lorsqu'il s'agit d'intérêt occultes.... Contrairement aux premiers discours, ces travaux de criminologues, d'anthropologues, de politistes ou de journalistes spécialisés montrent donc comment d'une part, les luttes entre groupes sont déterminantes et empêchent d'y voir un complot mondial [23] ; d'autre part qu'il n'y a pas un désordre, une absence de sens, de signification sociale mais des logiques d'actions combinant souvent le local et le transnational. Plus qu'à une unité (de sens, de puissance), ou au désordre absolu, il faut alors analyser ces phénomènes comme des « espaces de dispersion » [24]. Le désordre n'est donc que superficiel. Certains, parmi les pessimistes arrivent à la même conclusion, mais faute d'analyse, ils recherchent alors une cause cachée, une variable unique, un ennemi, un conflit structurant qui expliquerait tous ces désordres apparents. *Refusant de penser la diversité, ils veulent recréer une grande causalité, retrouver un modèle explicatif liant sens et puissance.*

L'énoncé "The West and the Rest (of the world)" triomphe dans les éditoriaux américains [25] sans doute parce qu'il joue de l'effet d'assonance. En Europe on préfère (parce que moins à l'Ouest ?) l'image de l'affrontement Nord/Sud par inversion brutale du "dialogue Nord/Sud. Qu'est ce alors que ce Nord et ce Sud, maintenant que le Tiers Monde ne fait plus sens ? Le Nord c'est l'Occident (États-Unis, Europe, à la limite Japon) et ce Nord se recompose en intégrant certains fragments de l'Est créant ainsi une frontière de fait qui distingue ceux qui pourront accéder à la civilisation occidentale (République Tchèque, Pologne, à la limite Hongrie, Roumanie, Slovaquie) et ceux qui sont plutôt condamnés par l'Histoire au rôle de barbares vivant dans les confins, au limes du monde, à savoir tout le Sud, the Rest of the world. Dans un livre à succès Jean Christophe Rufin décrivait par le menu cette nouvelle vision du monde qui instaurait un Nord dans la même situation que Rome après la destruction de Carthage, c'est à dire un Empire sans ennemi préoccupé par un Sud chaotique et incontrôlable, nouvelle image du barbare [26]. Il donnait aussi les éléments d'une nouvelle stratégie globale des États du Nord qui passerait premièrement par la mise en place d'États tampons entre le Nord et le Sud (Mexique, Maroc...) permettant de filtrer les flux de populations demandant protection ou travail au Nord en contrepartie des miettes du développement, deuxièmement par une logique de "comptoirs commerciaux" dans certaines régions rappelant la première période coloniale, troisièmement par l'abandon pur et simple du Sud "profond" (Liberia par exemple) [27]. Le Commissariat au Plan Français faisait sienne cette vision. "La guerre des paradigmes a cessé par disparition de l'un des protagonistes (le soviétique) mais n'y a-t-il pas un nouveau

« grand schisme » en préparation ? Celui entre les "gens du Nord" et le reste du monde. Cassure qui pourrait entraîner l'adoption d'une stratégie d'édification d'un limes afin de rendre le schisme gérable par le Nord" [28]. Tout un discours sur l'Europe forteresse ou sur la stratégie de l'Alena par les américains reproduisait aussi à l'échelle locale une telle approche.

Le barbare n'est pas un égal et il ne le sera jamais. Il n'a même pas l'innocence du sauvage. La cause des désordres est alors trouvée. Moins que l'économie ou la politique c'est de la géographie et de la culture qu'elle provient. Le retour à une géopolitique permet de comprendre que ces peuples ne sont finalement pas mûrs pour la démocratie et restent des "barbares". L'universalisation occidentale attendue n'a pas lieu. L'État s'est mal importé, la démocratie aussi. Même le marché piétine. *La désillusion provoque à la fois une nostalgie de la guerre froide chez les "cold warriors" qui voient leur monde s'effondrer avec la disparition de l'ennemi soviétique, et provoque aussi un ressentiment profond, voire raciste, à l'égard de tous ces peuples qui non seulement ne sautent pas sur l'occasion d'adopter les valeurs occidentales mais osent de plus les contrecarrer.* L'ethnicité est alors l'explication de différences de rationalité. Des cultures, des civilisations sont inaptes à comprendre les valeurs proposées. Elles sont trop intolérantes. Elles sont trop nationalistes. Elles sont trop imprégnées par l'ethnicité. Une confrontation sera inévitable. Un nouveau schisme se prépare pour remplacer l'affrontement Est/Ouest, l'affrontement Nord/Sud. Très vite le discours sur le désordre international (par horreur de son propre vide ?) dérive vers un discours d'affrontement culturel, de clash civilisationnel, de menace du Sud.

[Lire la suite](#)

[Retour au début](#)

[1] . Charles-Philippe David (dir.), La fin de la guerre froide, Centre Québécois de Relations Internationales, FEDN, 1990. L'argument central est d'obtenir le désarmement en contrepartie de la pax americana et de rééquilibrer les piliers américains et européens.

[2] . L'alliance conjoncturelle avec les acteurs périphériques, nécessaire pour recouvrir le silence et la surprise, était remise en cause. L'unipolarité maintenait l'alliance traditionnelles des auteurs

neo-réalistes, des milieux militaires, et des décideurs politiques. Pas besoin de philosophe (le contraste entre le succès de l'article de Fukuyama et la relative indifférence à la sortie de son ouvrage est à cet égard symptomatique) ou d'historien demandant aux militaires de laisser leur place aux économistes.

[3] . S. M. Lynn Jones, *The cold war and after : prospects for peace*, Cambridge, MIT Press, 1991.

[4] . *Le grand tumulte*, La découverte, 1991.

[5] . Alain Joxe, *le cycle de la dissuasion (1945-1990)*, FEDN La Découverte, 1990. Alain Joxe, *l'Amérique mercenaire*, Paris, Stock 1992.

[6] . Alain joxe, *le cycle de la dissuasion*, op. cit., p. 287-290.

[7] . Terme qu'Alain Joxe reprend à Zaki Laïdi De l'hégémonie à la prédation.

[8] . Alain Joxe, *l'Amérique mercenaire*, op. cit., p. 390 et suivantes.

[9] . Voir le lien avec les discours sur la fragmentation et le chaos que nous étudierons plus loin.

[10] . Tombant sous le coup des critiques bien formulées par Zaki Laïdi dans *l'ordre mondial relâché* et par Bertrand Badie et Marie Claude Smouts dans *le retournement du monde*".

[11] . Nous reprenons là une formule que Régis Debray appliquait lui à l'alliance implicite entre Besançon, Revel, Kriegel, Heller et Castoriadis, Lefort, Morin. Cf. *Tous Azimuts*, Odile Jacob, 1989.

[12] . Nombre de ces discours font références aux théories du désordre, de la complexité, des turbulences, des dynamiques loin de l'équilibre issus des travaux de physique sur les structures dissipatives, les théories de la percolation, les théories de l'auto-organisation. On ne peut que constater à leur lecture qu'il s'agit là d'une tentative classique de légitimation par importation d'un savoir des sciences dures dans les sciences humaines mais, qu'en aucun cas, les analogies ne sont pertinentes. Les auteurs ne connaissent guère les travaux qu'ils citent sur le plan de l'appareillage mathématique et sur ces prérequis. Leurs citations "savantes" ne les empêchent pas de

revenir quasi systématiquement au sens le plus idéologique du désordre comme connotation négative, pagaille, violence.

[13] . Jack Snyder fut un des premiers à signaler cette distribution au sein des neo-réalistes entre l'optimisme libéral de la fin de l'Histoire et le pessimisme Hobbesien des autres, "Averting anarchy in the new Europe", *International security*, Spring 1990, reprinted in Lynn Jones, op. cit.

[14] . John J Mearsheimer, "Back to the future", *International security*, Summer 1990.

[15] . Cet article est sans doute celui qui est le plus direct sur l'objet réel des enjeux des discours sur le nouvel ordre international : légitimer les savoirs des acteurs du champ de la sécurité et "remobiliser" les hésitants.

[16] . Voir le numéro spécial de *Politique étrangère* intitulé "Le nouveau désordre international" 3/91 dont le contenu nuancé remet en cause le titre d'appel ! Voir aussi pour la citation Maurice Flory, *Cahiers Français*, "ordre et désordre dans le monde", n° 263, Décembre 1993.

[17] . Voir la critique de John Mueller dans ce numéro scénario catastrophe.

[18] . Philippe Moreau Desfarges, *Cahiers Français* "ordre et désordre dans le monde", n° 263, décembre, 1993.

[19] . Le terme de « zone grise » ressort du vocabulaire des services de renseignement. Voir Rémy Pautrat, « Le renseignement aujourd'hui ou les nouveaux moyens de la puissance », *Le Débat*, n° 68, février 1992. Xavier Raufer en a fait son nouveau « concept » pour désigner les lieux échappant à l'emprise de l'Etat et où se passent les « trafics » d'armes, de drogue... « la menace des zones grises sur la nouvelle carte du monde », *Le Débat*, n° 68, février 1992.

[20] . Nous avons analysé en détail ces discours sur les zones grises dans leur contenu sémantique et dans leurs origines à travers plusieurs articles : Bigo Didier, "l'idéologie de la menace du Sud", *Cultures & Conflits*, n° 2, (Menace du Sud images et réalités) printemps 1991 ; Bigo Didier ; "Du discours sur la menace et de ses ambiguïtés" ; *Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 14, octobre 1993 ; Bigo Didier, "Terrorisme, drogue, immigration : les nouvelles figures de

l'insécurité en Europe" ; "l'insécurité ou la peur de la peur", RIAC 30/70, Montréal, automne, 1993.

[21] . Claire Sterling, « La pieuvre : la mafia à la conquête du monde 1945-1989 », Laffont, 1990.

[22] . Bigo Didier, « La criminalisation du politique en Europe ou le syndrome Arturo Ui : Pratiques politiques, rhétoriques sécuritaires, et champ de recherche », communication au CERI.

[23] . Alain Labrousse, La planète des drogues, Seuil, 1994, J. C. Rufin et als, « Les économies de guerre dans les conflits de basse intensité (texte à paraître) ». Voir le numéro 3 de Cultures & Conflits, « Mafia drogue et politique » qui à cet égard prend le contrepied de nombreuses affirmations journalistiques sur l'interpénétration des jeux mafieux et politiques. Voir les travaux de Roland Marchall, Christian Lechervy, Hamit Bozarslan, Elisabeth Picard...communications au CERI.

[24] . Foucault Michel, L'archéologie du savoir, NRF Gallimard 1969.

[25] . Kishore Mahbubani, "The West and the Rest" in The National Interest, summer 1992.

[26] . J.C. Rufin, L'empire et les nouveaux barbares, J. C. Lattès, 1991.

[27] . Le problème de l'ouvrage de J. C. Rufin tient à ce que l'on ne sait jamais s'il décrit une réalité en marche et des stratégies effectives et quasiment légitimes, ou s'il critique un système de représentation du monde profondément en décalage avec celui-ci. Certains lecteurs pressés l'ont enrôlé dans leurs thèses qu'il s'agit là d'une description exacte de ce qui se passe actuellement, d'autres au contraire y ont vu un livre salutaire pour démonter une idéologie de la menace du Sud en constitution. Pour une discussion critique de l'ouvrage voir Cultures & Conflits, n°2, 1990.

[28] . Commissariat Général au Plan, La France et l'Europe d'ici 2010, La Documentation Française, février 1993.

Grands débats dans un petit monde. Partie 3

Didier BIGO

Constitution d'un nouvel ennemi : menace du Sud et clash civilisationnel

Une fois n'est pas coutume, ce type de discours n'est pas qu'une importation américaine en Europe. La force de l'approche néoréaliste et des tenants de l'unipolarité aux États-Unis limita pendant un temps à une sphère très restreinte (spécialistes des LIC) le discours sur la nouvelle menace du Sud. Contrairement aux européens s'inquiétant tant de l'évolution de l'Europe centrale et des Balkans (crise yougoslave) que de l'évolution du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie, Soudan), les Américains se réjouissaient plutôt de l'évolution de l'Amérique du Sud. C'est donc en Europe et même en France qu'il faut chercher les premiers éléments d'une vision en terme de clash civilisationnel.

Que cette vision soit commune à l'extrême droite française, qu'elle s'inspire du racisme plus ou moins directement est largement connu. Ce qu'il importe de comprendre, c'est pourquoi elle s'émancipe de ces origines, se répand comme principe d'explication du monde et devient tellement majoritaire qu'elle s'impose comme problématique légitime aux yeux de tous, y compris de quelqu'un comme Régis Debray [1], ancien "révolutionnaire", camarade du "Che", conseiller de François Mitterrand pour l'Amérique Latine. Un des premiers, hors des milieux des Maccarthistes, il refabrique une vision géopolitique du monde justifiant des approches culturalistes et civilisationnelles et débouchant sur l'idée de menaces "tous azimuts". Dès 1989, dans son ouvrage, il décrivait deux "menaces" principales à la stabilité de l'Europe occidentale [2]. La première conjoncturelle vient de l'Est. C'est celle d'une Europe déstructurée par l'implosion du monde soviétique. La seconde menace, la plus nouvelle, vient du Sud. Créée par le basculement de l'axe Est / Ouest, sur l'axe Nord / Sud elle est insidieuse car le danger n'est pas le même, affirme Régis Debray : "habitué jadis à une grande peur bien rassurante, l'esprit public n'est guère préparé à l'enchaînement des petites menaces, minorées comme périphériques...la fin de la dyarchie USA / URSS nous fait passer d'un monde où le risque (programmé) de guerre mondiale dérivait en conflits régionaux, à un monde de conflits régionaux risquant de dériver en guerre mondiale non programmée. Les nations

désarmées et démobilisées ne seront pas dans ce chaos polycentrique, les plus à l'abri et la France devra avoir comme ses voisins les moyens de la veille" [3]. Toutes ces menaces éclatées du Sud que sont les conflits locaux, l'intégrisme religieux, le terrorisme, la possession d'armes de destruction massive et même l'immigration, le différentiel démographique entre les deux rives de la Méditerranée, la crise urbaine... se rejoignent pour former une menace multiforme, changeante mais dangereuse pour la sécurité intérieure de nos États [4]. Il serait nécessaire de mobiliser la population, de "veiller", pour ne pas dire surveiller les éventuels auteurs de troubles, et faire comprendre que les enjeux de sécurité ne sont plus simplement militaires mais multidimensionnels. André Bossard parle quant à lui, en citant les mêmes phénomènes de "criminalité transfrontière multidisciplinaire" ayant des lieux de prédilection, (le triangle d'or, la frontière amazonienne, la plaine de la Bekaa, le rif marocain...) mais qui projetteraient leur criminalité dans le monde en trouvant des relais parmi des États hostiles et seraient l'oeuvre d'une stratégie du Sud contre le Nord, bref il y aurait là un ennemi inattendu, déjà infiltré et insaisissable.

Régis Debray "affine" l'idée et anticipe sur Huntington : "Subordonnée aux priorités atlantiques et entraînée par elle, l'Europe otanisée a "durci" son flanc allemand et dégarni son flanc méridional. A tous points de vue, et pas simplement militaire, nous sommes durs face au mou et mous face au dur. Si, grossièrement parlant, le vert a remplacé le rouge comme force mondiale montante, nous centrons notre attention et nos résolutions sur un front devenu secondaire face à un adversaire devenu défensif ; mais nous les économisons sur des front plus sensibles face à des adversaires potentiels offensifs. Sous tension sur la zone de détente, détendus sur la zone de tension, nous serions alors, comme de coutume, pris à revers...Le Nord nucléaire et rationnel dissuade le Nord rationnel et nucléaire, non un Sud conventionnel et mystique" [5]. Bref la nouvelle menace est au Sud, c'est l'autre rive de la Méditerranée, ce Maghreb, ce monde arabe qui combine l'archaïsme religieux avec une technologie ultra moderne.

Aux États-Unis ce discours peut certes se développer mais pas au point d'inquiéter réellement dans l'opinion, ce qui est sans doute, avant toute description, l'objectif inavoué ou involontaire de tels développements. Le Maghreb est trop loin, la Russie et la Yougoslavie aussi. Il n'est pas opportun de "barbariser" les Centre américains, même si certains le font volontiers dans les discours sur la criminalité organisée et la lutte contre la drogue. Le fondamentalisme islamique a déjà servi avec la révolution iranienne et si l'on a pu utiliser l'argument

avec l'Irak puis le Soudan ou la Libye, comment faire croire que ces derniers États puissent être une menace pour les États-Unis sans se déconsidérer soi-même ? En revanche si cette menace était associée à un autre État puissant, elle serait plus crédible. Dès le lendemain du coup d'État en Russie contre Gorbatchev on a vu fleurir durant quelques jours cette idée du "coup monté" : l'URSS avait planifié la fin du pacte de Varsovie pour profiter des aides américaines et maintenant elle allait s'allier avec l'Islam et tous les autres nationalismes anti-occidentaux pour reprendre l'avantage sur l'Occident. Le discours fit long feu.

Mais Samuel P Huntington allait proposer une autre "alliance" donnant de la crédibilité à la menace du Sud. Il y avait une *connexion "confuciano-islamique"* s'attaquant à l'Occident. Le reste du monde risquait de se révolter contre l'Ouest. Dans son article *clash of civilisations*, Huntington réussissait à polariser l'attention de ses collègues et du monde de la sécurité. L'État était dépassé, les civilisations étaient les nouveaux acteurs mais elles se comportaient selon les critères bien connus de l'intérêt. La matrice du réalisme se prolongeait avec de nouveaux acteurs plus « globaux » : les civilisations. Pour les besoins de la démonstration, la Chine et la Corée du Nord (dont on oublie d'ailleurs qu'ils ont au moins officiellement maintenu leur appartenance au camps socialiste) deviennent le vecteur "confucéen" qui aide le vecteur "islamique" porté par le renouveau religieux. La "preuve" : les transferts d'armements, la Chine vend des armes à l'Irak, au Pakistan, à l'Algérie [6]. La "connexion existe donc". On peut relire la période post-bipolaire à travers cette "grille de lecture" où le terme important est moins civilisation que clash, qu'affrontement. Seule l'idée d'affrontement guide le raisonnement de Huntington [7]. Il applique les vieilles recettes de Morgentau sur les combinaisons d'alliance et sur la réduction bipolaire tendancielle aux « civilisations » et non plus aux États. L'Occident contre les autres, l'Occident face à l'Orient réunifié par la connexion confuciano-islamique. Tout comme pour Fukuyama, si l'article de Samuel Huntington n'avait pas connu un tel succès, il faudrait l'ignorer ou en rire [8]. Huntington là aussi résume "l'air du temps". *Il donne caution de légitimité aux discours de peur et de sens commun qui parcourent les media et sont le reflet plus ou moins déformé des angoisses des professionnels de la politique dans les pays occidentaux.* Il permet à ces derniers de s'enraciner dans des traditions intellectuelles datant de l'avant deuxième guerre mondiale et brusquement remises au goût du jour. Gaston Bouthoul en son temps en avait fait l'analyse, refusant l'idée que les fronts polémogènes puissent être liés aux aires civilisationnelles comme le prétendait la

géopolitique allemande [9]. L'idée que le clash de civilisation et le clivage culturel seront les déterminants principaux des conflits de demain, en lieu et place des conflits idéologiques et du clivage politique, que l'affrontement entre la civilisation occidentale et les autres est le nouvel enjeu mondial, n'est en effet que la reprise sous une forme à peine modifiée des théories civilisationnelles de De Gobineau et des théories géopolitiques allemandes de Ratzel. Hayward Alker montre à suffisance les faiblesses de la thèse d'Huntington sur les civilisations. Wang Jisi analyse sans complaisance ce géoculturalisme qui puise ses sources non dans une théorie civilisationnelle mais juste dans une nouvelle bipolarité qui refait de l'Occident le bien et des autres le mal. Il s'agit dans tous les cas chez Huntington, de définir une civilisation comme une entité culturelle vivante, différenciée, sujette à des variations dans les identifications subjectives mais possédant suffisamment d'éléments objectifs (langage, histoire, religion, coutumes, institutions) pour pouvoir être immédiatement *identifiée, cartographiée et territorialisée* si nécessaire. Bref, Huntington produit, non un nouveau paradigme, mais de nouvelles cartes d'état-major et c'est de là qu'il tire son succès. Il ré-invente des lignes de fracture, des frontières à fonction sécuritaire légitimant à la fois les regroupements régionaux entre armées occidentales au sens large (UEO, extension de l'OTAN) et la création d'un vieil ennemi sous une peau neuve : l'Orient.

Les épigones de Huntington appliqueront immédiatement cette cartographie au conflit Yougoslave, en particulier dans l'épisode Bosnien : les minorités sont lues sous l'angle quasi exclusif de groupes identitaires déjà constitués par des critères religieux, ethniques, linguistiques plongeant dans la nuit des temps ; "Depuis 1991, l'homme redécouvre sa nature, ses permanences ; d'une part les désirs de puissance ; d'autre part le besoin d'identité, c'est à dire de se distinguer de l'Autre tout en se rattachant à un groupe, à une transcendance." [10] Essentialisées et "assignées à résidence", les minorités sont forcément des agents du désordre, fut-il non violent [11]. Les groupes assumant une différence religieuse sont aussi sujets à suspicion. On suppose qu'ils n'obéissent qu'à des logiques de prosélytisme, sont incapables de tolérance réciproque et l'on prévoit les grands affrontements entre les religions du Livre : l'Islam face à la "Chrétienté". Par un effet de symétrie, pour stigmatiser l'adversaire islamiste on est prêt à endosser sa vision du monde et à s'auto-définir comme chrétien et non plus comme moderne, comme laïc [12].

La vision du monde en terme de clash civilisationnel ne se nourrit pas de sa pertinence à décrire les réalités ou à prendre en compte la dimension culturelle négligée par les globalistes. Elle ne pose pas une bonne question (les relations culturelles) en apportant une mauvaise réponse (la nécessité de l'affrontement). *Elle ne sait pas poser de question pertinente car elle définit la culture à travers une géographie, en traçant des frontières pour exclure et homogénéiser de force autour d'un sens* au lieu d'analyser la culture comme un code de signification où chaque individu possède plusieurs cultures (nationales mais aussi régionales, professionnelles, de classe sociale...) et ne peut jamais être réduit à une seule identité culturelle [13]. Elle n'est chez certains guère plus qu'une réaction d'un ultra-pessimisme assorti d'un discours de combat et d'exclusion face aux discours d'optimisme générés en 1989. Chez d'autres, elle devient centrale, et est stratégiquement pensée sous l'angle de "l'insécurisation" dans la mesure où elle est synchronique avec les positions défendues par certains des acteurs centraux du champ de la sécurité. Elle n'est en tout cas ni principe explicatif, ni même description, mais *processus d'ajustement des habitus des acteurs du champ de la sécurité face à un changement qu'il se refusent à admettre*. Elle les justifie en effet face aux critiques des acteurs périphériques et leur permet une reconversion rapide de leurs savoirs en translatant sur le Nord/Sud les techniques de gestion de la menace employée sur l'axe Est/Ouest. Elle est la reprise des plus anciens paradigmes existants, des plus vieilles croyances, des plus vieilles peurs. Elle reproduit à une autre échelle le Mac Carthisme et fonctionne sur les mêmes suspicions, les mêmes angoisses à l'égard de l'Autre. Celui-ci est déjà infiltré, déjà là, nous espionnant, agissant pour le compte de l'adversaire. Le transnational ne sert chez Huntington qu'à justifier une sécurisation globale touchant l'interne comme l'externe, l'ennemi du Sud comme l'immigré ou le demandeur d'asile. Sa thèse n'invente rien quant aux catégories, mais la translation de ces catégories sur un nouvel axe suffit pour modifier l'économie interne du champ de la sécurité et le type de connaissance demandé aux experts au sein de ce champ.

Les effets de la translation de la menace sur le champ de la sécurité

Le réaménagement interne du champ de la sécurité et le basculement de l'Est au Sud

La construction idéologique d'une menace globalisante vectorisée par l'Islam (et le confucianisme) s'est donc élaborée dès les premières conséquences du nouveau contexte international sur les

"professionnels de la sécurité". Elle a pris naissance chez ceux qui étaient le plus particulièrement remis en cause par la disparition de la menace soviétique : stratégestes, agences de renseignement, journalistes spécialisés dans les problèmes Est/Ouest, "kremlinologues" et autres "experts es terrorisme" en mal de trouver d'autres sujets où pouvoir appliquer leur "savoir". Le « retour » aux petites guerres face à l'impossible dissuasion globale a modifié l'économie des relations entre stratégestes et théoriciens des LIC. Ces derniers, auparavant relégués à s'occuper des conflits dits périphériques, n'ayant pas de compétences sur les théâtres centraux, ne pouvaient être que les auxiliaires des "basses oeuvres". Certes les guérillas d'Amérique latine, la guerre perdue du Viet-Nam, la révolution iranienne, la guerre Iran/Irak leur avaient déjà fournies des occasions de se mettre en valeur face à la "non guerre" des stratégestes mais la disparition de l'ennemi soviétique leur donnait leur revanche. La dissuasion est morte, le désordre est partout. Les "vraies guerres" se multiplient sur la planète [14]. Et elles sont dangereuses ! Les stratégestes ne peuvent plus tenir le discours classique sur le fait que ces petites guerres sont sans importance faute de quoi ils donnent raison aux dividendes de la paix. Ils choisiront donc d'accepter l'idée de désordre international, de menace tous azimut, sans toujours y croire vraiment. Ensuite ils préféreront retrouver un nouvel ennemi aussi massif que l'ennemi soviétique par son nombre et sa « masse » : la connexion islamo-confucéenne.

Qu'il y ait là les raisons du succès de Huntington nous semble plus pertinent que l'hypothèse selon laquelle il aurait produit un nouveau paradigme conceptuel. Les militaires tiennent à leur légitimité sociale et veulent éviter les conséquences négatives d'un discrédit de la fonction de « veille stratégique et de préparation à l'action armée ». Ces conséquences sont de divers ordres, des conséquences budgétaires affectant les professionnels, des conséquences touchant à leur "utilité sociale", des conséquences quant à la production par ce corps d'un savoir autorisé permettant à un pouvoir de s'exercer, des conséquences sur leur propre identité et système de représentation du monde.

John Kenneth Galbraith fut un des premiers à voir les enjeux bureaucratiques qui se profilaient derrière une partie du débat sur le désarmement [15]. Il expliqua comment les conservateurs américains, les militaires, et les industriels liés au Pentagone (surtout avec les programmes IDS), pris à contre pied par la nouvelle donne, étaient au départ dépourvu de doctrine de rechange, s'arc-boutant sur la réalité de la menace de l'Est, sur les ruses de Gorbatchev... mais incapables,

pendant un temps, de répondre à cette idéologie de la paix qui osait leur demander des comptes sur leurs budgets jusqu'à ce que les désordres en Union soviétique et l'évolution au Proche Orient ne leur donne des armes contre leurs adversaires. Ne supportant ni une diminution des budgets, ni la critique sur leur "parasitisme", leur "inutilité sociale", ils structurèrent très rapidement leur raisonnement autour des nouvelles menaces possibles afin de *redonner à l'Alliance Atlantique un nouvel ennemi contre qui s'unir* [16].

Nous-mêmes, nous avons essayé de montrer l'articulation de ce discours, non seulement en terme d'intérêts mais aussi de représentations et de structuration identitaire [17]. Trop longtemps identité militaire et identité nationale se sont confondues, aussi la disparition de l'ennemi a-t-elle été perçue comme un risque de perte d'identité nationale, d'où chez certains, une "nostalgie" de la guerre froide qui pourrait prêter à sourire si elle n'était significative d'autre chose. Pascal Bruckner développe l'idée dans "la mélancolie démocratique" en rappelant comment chez certains, l'absence d'ennemi, c'est l'absence d'un sens à la vie. Sans ennemi, on sombre dans la mélancolie car "un ennemi c'est une provision d'avenir, une manière pour un groupe d'assurer sa cohésion, de se poser en s'opposant [18]". Pour retrouver son identité, il faut alors synthétiser en une menace globale des risques divers à travers un discours, une matrice qui recomposera de manière imaginaire des liens entre ces phénomènes éclatés. La matrice va être trouvée rapidement. Elle s'impose de toute la force de son "évidence". *On va reconvertir la menace de l'Est en menace du Sud avec quasiment la même argumentation : il s'agit de dictatures à nos portes, au potentiel militaire de plus en plus fourni et risquant de remettre en cause la supériorité américaine, à l'idéologie révolutionnaire soudant un bloc de pays contre les démocraties libérales et qui possède déjà une "cinquième colonne".*

L'idée d'une menace du Sud, d'un clash civilisationnel, d'une infiltration de notre civilisation par des valeurs étrangères avec l'immigration et les demandeurs d'asile a permis de transférer sur un nouvel objet d'insécurité les savoir-faire pratiques acquis pendant la période de la bipolarité en terme de "gestion de la menace". *Elle a permis de justifier à nouveau des partages inégaux dans la distribution des ressources, des "savoirs-pouvoirs" en mal de légitimité, des représentations du monde héritées d'une forte socialisation peu à même de changer de matrice.*

Élargissement du champ de la sécurité : interpénétration entre sécurité extérieure et sécurité intérieure

Les théoriciens des conflits de basse intensité (LIC) aux États Unis ont été les premiers à considérer que la prolifération d'actions de nuisances diverses de la part d'une multiplicité d'acteurs aux relations mal définies pouvait être une menace aussi importante que la traditionnelle menace soviétique [19]. Mais comme nous l'avons signalé leur position dans le monde des acteurs de la sécurité était subordonnée à celle des stratégestes. Seulement les militaires ne sont pas seuls sur ce créneau de la lutte contre le terrorisme, la drogue et l'immigration. Ils doivent composer avec les policiers et sont amenés à *croiser les préoccupations de ces derniers* car l'ennemi à abattre n'est plus surpuissant, il ne s'agit pas d'un problème d'économie des forces, mais de localisation, d'identification. L'ennemi n'est pas immédiatement repérable, il est "infiltré", il est à l'intérieur comme à l'extérieur. Le malaise des militaires vient de là. Ils ont l'impression pour certains de déchoir en acceptant cette "menace au rabais". Les policiers, eux, y voient au contraire une magnifique opportunité. La police, disent-ils, ne peut plus être celle du commissaire de quartier et de la tranquillité publique, elle doit gérer l'internationalisation du monde et se retrouve souvent impliquée dans des recherches qui dépassent de loin le cadre national. Si la différenciation entre leurs activités et celles des militaires n'a guère été probantes durant des décennies, malgré tout, la notion de "maintien de l'ordre", de stratégie différenciée à l'égard de l'emploi de la force armée, a contribué à donner aux policiers une image de leur métier différente de celle de supplétifs des militaires où seule l'euphémisation du conflit interne et la faiblesse des enjeux justifierait d'employer la police et non l'armée. Maintenant les policiers estiment que face aux dangers qui menacent la société ou l'État, leur rôle vaut bien celui de militaires l'arme au pied et ils pensent que leur savoir faire dans le rapport conflictuel à la population civile qui devient le cas le plus fréquent de la violence politique est plus performant que celui des militaires. Le local, le sociétal, le côté limité des enjeux policiers opposé à l'international, le politique, l'étatique des enjeux militaires ne fait plus sens. *Les policiers sont maintenant engagés dans des enjeux politiques internationaux*, contribuant de manière déterminante à l'affirmation de souveraineté des États [20]. Cela explique qu'ils aient développé entre eux une collaboration internationale, contraire à l'idée d'une force exclusivement tournée vers "l'intérieur". Nombre d'enquêtes criminelles ne sont plus locales ou même nationales, elles passent les frontières dès qu'il s'agit de trafics importants. Qu'il s'agisse de lutte contre le terrorisme, de lutte contre la drogue ou la grande criminalité,

de trafic de voitures, de trafic d'oeuvres d'art... tous les services spécialisés qui s'étaient d'abord constitué en marge ou en sus de l'activité policière traditionnelle sur une base nationale ont du collaborer pour renforcer leur efficacité avec leurs homologues étrangers. Il a fallu à ce moment là aux Ministères de l'Intérieur avoir des politiques étrangères spécifiques, des contacts particuliers, bien au delà d'Interpol. On a entraîné des polices étrangères, on les a formé pour renforcer des savoir-faire spécifiques. Il a fallu aussi agir, s'infiltrer dans des réseaux transfrontières et ce parfois au mépris des règles de la collaboration et de la souveraineté des États. Cela a constitué des « archipels » policiers beaucoup moins structurés par l'exigence de souveraineté nationale et la création de réseaux de policiers qui se sentent avant tout responsable de leur mission d'ordre public et qui s'autonomisent des logiques politiques. *La lutte contre le terrorisme et contre la drogue ont été à beaucoup d'égard les principaux vecteurs de cette évolution élargissant le domaine d'action de la police au détriment des militaires, au moins en France et en Europe alors qu'aux États-Unis on constatait plutôt un empiétement inverse.* La lutte contre l'immigration clandestine et plus généralement la politique des flux migratoires et d'asile est devenu le nouveau terrain d'élargissement des compétences des Ministères de l'Intérieur et de la Justice au détriment des autres ministères ou à tout le moins conduira à de profondes recompositions à l'intérieur même de ces Ministères. Parallèlement, *les logiques de renseignement ont créé des modes de pensée qui transcendaient la coupure interne/externe et les policiers ont eu à gérer de plus en plus ce qui relevait traditionnellement du renseignement extérieur, de l'armée.* Cette évolution du renseignement ne s'est pas faite sans heurts institutionnels, sans difficulté d'adaptations d'organismes conçus à l'origine pour mener des guerres secrètes contre un ennemi identifié et à travers des principes de cloisonnements hérités du passé [21]. Cela a été encore plus délicat concernant les services qui étaient résolument tournés vers le renseignement politique interne et qui ont eu à surveiller des groupes particuliers de populations venus de l'étranger.

Le monde des policiers de renseignement est alors, avec les théoriciens des Low Intensity Conflicts, un des plus enthousiastes soutien de la thèse de la menace du Sud et du clash civilisationnel car la translation de la menace rééquilibre en sa faveur un rapport de force qui avait toujours été à l'avantage du monde militaire des stratégestes.

[Retour à la page précédente](#)

[Retour au début](#)

[1] . Régis Debray, Tous Azimuts, Odile Jacob/FEDN, 1990, p 44-45.

[2] . Une menace annexe est celle de l'hégémonie unipolaire américaine étouffant l'Europe.

[3] . Régis Debray, op. cit.

[4] . Clutterbuck, Wilkinson, Horsheim...pour une analyse critique de cette littérature : Didier Bigo, Le discours sur la menace et ses ambiguïtés, Cahiers de la sécurité intérieure, n° 14, 1993.

[5] . Régis Debray, op. cit., p. 196.

[6] . Il suffit bien évidemment de comparer les volumes vendus à ces pays par la Chine et par les Etats-Unis ou la France pour voir l'inanité du raisonnement Pour des chiffres sur la question Cultures & Conflits n°4, « Réseaux internationaux de violence et transferts d'armement », n° 4, hiver 1991.

[7] . Nous en avons fait un élément central de la présentation à l'ISA. Voir aussi les remarques convergentes de Giuseppe Sacco : Appel aux armes ? in Commentaire 66/ été 1994 ; O Hagan J, "A clash of civilizations or looking for enemies ?", paper, IPSA, août 1994.

[8] . Ce que d'ailleurs nombre d'universitaires américains éminents firent, (pour l'ironie critique voir Pierre Hassner, "Un Spengler pour l'après guerre froide in Commentaire 66/été 1994 et Hayward Alker, présentation à l'ISA). mais ni les journalistes, ni les hommes politiques qui prirent très au sérieux Huntington. Après coup il devenait donc nécessaire de réfuter publiquement de telles thèses. Zaki Laïdi le fit le premier en France dans les colonnes du journal Libération.

[9] . Les frontières entre zones culturelles sont des lieux d'échange et non de conflits sanglants rappelait-il. Gaston Bouthoul : editorial, Etudes Polémologiques, n° 1.

[10] . Philippe Moreau Desfarges, Relations Internationales, Points Seuil, 1993 et entretien aux Cahiers Français, ordre et désordre dans le monde, n° 263, décembre 1993.

[11] . Pour une approche critique de ces visions voir Ted Gurr et Barbara Harff in "Minorities at risk" USIP Washington DC, 1993, Jacques Rupnik, De Sarajevo à Sarajevo, Complexe, Bruxelles 1993.

[12] . Gilles Kepel a montré les erreurs de ces types de lecture, et bien que cité par Huntington, il est au contraire extrêmement critique vis à vis de ces visions culturalistes. Il montre les stratégies des entrepreneurs "culturels" et "religieux", et leur instrumentalisation du religieux à des fins politiques. Gilles Kepel, Les politiques de dieu, Seuil, 1992.

[13] . Pour une analyse de la culture refusant des approches essentialistes voir Clifford Geertz, Bertrand Badie, Jean François Bayart et son concept de "répertoire d'énonciation", et en général tous les travaux publiés dans la revue Cultures & Conflits.

[14] . Voir l'ouvrage de Jean Louis Dufour, Les vraies guerres, La Manufacture, 1990. Nous reviendrons sur ce point dans notre deuxième partie.

[15] . John Kenneth Galbraith, « Comprendre ce qui se passe en URSS et aux USA » in Le Monde Diplomatique, février 1990.

[16] . Anti atlantiste Régis Debray argumente de la même manière mais pour justifier du rôle spécifique de la France ! : "l'Outre mer est hors zone et nous y sommes en première ligne, sans programmation, ni partenaires préétablis. Ici (lire à l'Est), l'Alliance pourrait à la rigueur se passer de nous. Là (lire au Sud), nous devons nous passer d'elle, et personne ne prendra notre défense à notre place", in Tous azimut, op.cit. Cet anti Américanisme qui se développera avec la guerre du golfe, fera dire à certains journalistes américains que quelques français, faute d'ennemis à l'Est fabriquent des ennemis au Sud et à l'Ouest ! ! Cf. Rone Tempest, Los Angeles Time, repris dans Courrier International.

[17] . Didier Bigo, Daniel Hermant, « Les lectures de la conflictualité » in Stratégique, n° 3/90.

[18] . Pascal Bruckner, La mélancolie démocratique, Seuil, 1990.

[19] . Bruce Hoffman, An agenda for research on terrorism and LIC in the 1990s, SDSU 1992.

[20] . Voir Didier Bigo, *Polices en réseaux l'expérience européenne*, Paris, Presses de Sciences Po 1996.

[21] . Voir les travaux de Michel Dobry sur le renseignement politique pour l'IHESI, Mai 1992.